

La prolétarianisation des enseignants, au-delà du salaire

Par Guy DREUX, Membre de l'institut de recherches de la FSU

et Francis Vergne, Membre de l'institut de recherches de la FSU — 16 septembre 2011

https://www.liberation.fr/societe/2011/09/16/la-proletarianisation-des-enseignants-au-dela-du-salaire_761521

Selon Marx l'analyse de l'exploitation capitaliste ne se résumait pas à déplorer simplement une paupérisation des travailleurs. Elle consistait aussi à comprendre un mouvement de dépossession des «*puissances intellectuelles de la production*» au profit du capital. Marx distinguait ainsi nettement l'outil de la machine : «*Le travailleur animait [l'outil] de son art et de son habileté propre, car le maniement de l'instrument dépendait de sa virtuosité. En revanche, la machine, qui possède habileté et force à la place de l'ouvrier, est elle-même désormais le virtuose, car les lois de la mécanique en elle l'ont doté d'une âme [...]. L'activité de l'ouvrier, réduite à une pure abstraction, est déterminée en tous sens par le mouvement d'ensemble des machines ; l'inverse n'est plus vrai.*»

On pourrait très bien transposer ce mouvement à la condition faite aujourd'hui aux enseignants. Des enseignants qui se prolétarianisent non pas seulement au regard des conditions matérielles d'exercice de leur métier et du déclassement social subi et reconnu officiellement depuis plus de vingt ans. Ils se prolétarianisent parce qu'ils sont de plus en plus dépossédés du sens et du contenu de leur mission.

Le principe de concurrence est devenu le principe de régulation du système éducatif. Chaque établissement scolaire ou universitaire doit se penser comme une entreprise au service de «clients» et doit développer des stratégies pour s'assurer une position sur le marché de la formation. Au sein de chaque établissement la généralisation des techniques de management vise à intérioriser ces logiques concurrentielles en responsabilisant – sous prétexte d'autonomie – et en évaluant – sous prétexte d'efficacité – chaque enseignant pour mettre en évidence son apport dans la «valeur ajoutée» de son établissement.

Enfin, la définition des contenus, des programmes scolaires repose de moins en moins sur des logiques disciplinaires, des savoirs constitués et partagés au sein d'une communauté savante, mais assure la promotion de la logique de «compétences» défendue par le Medef et la Commission européenne. Cette logique réduit toute connaissance, tout savoir à des éléments utiles – ou non - à l'employabilité des élèves et des étudiants.

La concurrence comme principe de régulation, le «*new public management*» dans l'organisation interne de chaque établissement et l'utilitarisme dans la définition des programmes scolaires, sont aujourd'hui les grandes «machines» qui dictent de plus en plus précisément la nature, l'ordre et le sens du travail des enseignants. Ce sont ces machines qui font émerger un travail de plus en plus prescrit, de plus en plus «abstrait», de plus en plus contrôlé et évalué selon des normes totalement étrangères au monde des idées, des savoirs et de la culture. Longtemps restés des «artisans», reconnus par leur statut, les enseignants deviennent des prolétaires, c'est-à-dire des travailleurs exerçant un métier dont l'intelligence et le sens passent du côté du capital ou plus précisément du côté de l'Etat-entreprise (*corporate state*) ; du côté de ce que nous appelons la «nouvelle école capitaliste».

C'est aujourd'hui ce statut qui, selon le mot de Luc Chatel, n'est plus un «*tabou*». Et le thème de la «revalorisation» du métier d'enseignant, qui semble s'imposer à gauche, risque d'être bien insuffisant pour contrarier ce mouvement si celle-ci n'est envisagée que sous la forme d'une compensation en échange d'un élargissement des missions et des tâches des enseignants ; élargissement qui ne contredit en rien les évolutions les plus désolantes qui touchent le métier actuellement.

Pour leur part, les enseignants ont à reconnaître dans la situation nouvelle qui leur est faite ce qu'elle doit au mouvement du capitalisme contemporain qui affecte l'ensemble du monde du travail et singulièrement les «*professions du lien*», selon l'expression de «l'Appel des appels». Pour y résister efficacement, il leur faut penser, comme le proposait Jacques Derrida pour l'université, de nouvelles alliances avec des «*forces extra-académiques*» (1).

(1) Jacques Derrida, «l'Université sans condition», Galilée, Paris, 2001. Coauteurs avec Christian Laval et Pierre Clément de «la Nouvelle Ecole capitaliste», éditions la Découverte, 2011.